

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

SITUATION ECONOMIQUE EN 2021 ET PERSPECTIVES EN 2022-2027

Septembre 2022

I. Environnement international et national

I.1 - Environnement international

Après une année 2020 morose, du fait de la pandémie à coronavirus (Covid-19), l'activité a repris dans la plupart des économies en 2021. Cette reprise a été possible grâce au démarrage de la vaccination, à l'assouplissement des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19, aux soutiens budgétaires massifs et au maintien des conditions financières favorables, en l'occurrence le maintien de politiques monétaires accommodantes.

Cependant, la plupart des pays ont été confrontés à des contraintes d'approvisionnement en produits semi-finis en raison de la perturbation des activités enregistrée dans les pays asiatiques fortement impactés par la crise sanitaire. Aussi, la pénurie de conteneurs occasionnée par les lenteurs enregistrées dans les échanges commerciaux face à l'exigence du respect des mesures de lutte contre la Covid-19 a affecté l'activité économique. Par ailleurs, dans le contexte de reprise économique, des tensions inflationnistes sont observées dans la plupart des régions. Elles sont imputables à la flambée des cours des matières premières et de l'énergie ainsi qu'à des chocs sur l'offre de denrées alimentaires.

Dans ce contexte, selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en juillet 2022, la croissance de l'économie mondiale s'est affichée à 6,1% en 2021 après une baisse de 3,1% en 2020, avec une reprise à la fois dans les pays avancés (+5,2%) et dans les pays émergents et pays en développement (+6,8%). Mais ce regain d'activité s'est accompagnée d'une inflation de 4,7% contre 3,2% en 2020.

En 2022, la croissance mondiale devrait connaître une décélération pour s'établir à 3,2% en raison de la persistance de la pandémie à coronavirus (covid-19) et surtout aux conséquences négatives de la guerre en Ukraine qui a démarré le 24 février 2022. En effet, les mesures de lutte contre la covid-19 continuent d'induire un dérèglement des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial et de freiner la reprise économique. Par ailleurs, dans certains pays d'Europe et d'Amérique du Nord, la reprise post-covid-19 fait face à des déficits de main d'œuvre, notamment, dans le transport routier, la restauration et la santé. Concernant la crise en Ukraine, les sanctions prises contre la Russie perturbent les échanges extérieurs entre le binôme Russie-Ukraine et le reste du monde. Elles entraînent une flambée des prix des produits énergétiques, alimentaires et biens intermédiaires

Ainsi, le taux de croissance ressortirait à 2,5% contre 5,2% en 2021 dans les pays avancés et à 3,6% contre 6,8% en 2021 dans les pays émergents et pays en développement.

Pour 2023, la croissance mondiale devrait ralentir et ressortir à 2,9% contre 3,2% en 2022 en lien particulièrement avec la persistance de la crise en Ukraine. Ce ralentissement serait le fait principalement de la réduction de la croissance dans les pays avancés (+1,4% contre +2,5% en 2022) en dépit de la hausse de croissance dans les pays émergents et pays en développement (+3,9% contre +3,6% en 2022).

S'agissant spécifiquement de l'Afrique subsaharienne, la croissance est estimée à 4,6% en 2021 contre une baisse de 1,6% en 2020. A l'instar de l'économie mondiale, un ralentissement de croissance est également prévu pour l'année 2022 avec un taux de 3,8%. En 2023, le taux de croissance des pays subsahariens devrait se situer à 4,0%.

Par ailleurs, l'inflation mondiale devrait connaître une hausse du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande. Elle devrait atteindre 8,3% en 2022 contre 4,7% en 2021 avec un taux de 6,6% dans les pays avancés et 9,5% dans les pays émergents et les pays en développement. En 2023, ce taux devrait ralentir et ressortir à 5,7% du fait des effets de la politique monétaire restrictive des Banques Centrales et de l'augmentation de la production mondiale.

I.2 - Environnement national

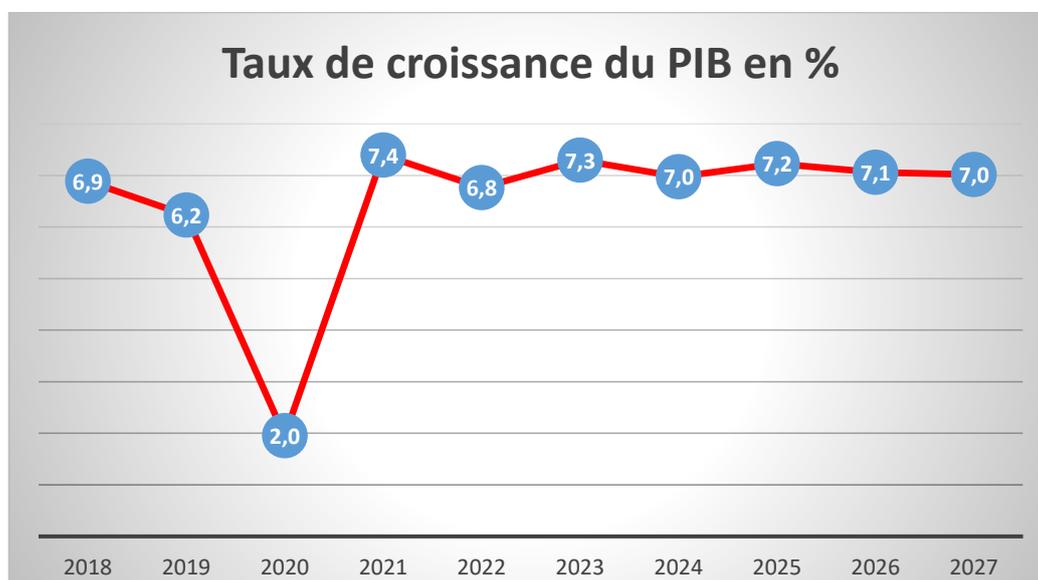
Au plan national, l'activité économique a tiré profit en 2021, (i) du redressement de l'économie mondiale qui a entraîné une hausse de la demande des matières premières et donc de leurs cours, (ii) de la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire, (iii) de l'exécution continue du Plan de riposte sanitaire, (iv) de l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19, (v) du maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire, (vi) de la vigueur de la consommation des ménages, et (vii) de l'amélioration du climat des affaires.

L'activité économique a également bénéficié de la mise en œuvre du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) 2021 qui a mis l'accent, notamment, sur l'amélioration des conditions de vie des populations, la gestion efficace des dépenses et la fourniture des services publics de qualité.

Par ailleurs, la poursuite du plan de soutien économique, social et humanitaire et du plan de riposte sanitaire a contribué à consolider la reprise économique malgré les perturbations dues à l'insuffisance de l'offre d'électricité consécutive à des niveaux d'eau bas des lacs des barrages hydroélectriques et à une panne sur l'installation d'une centrale thermique dans la période d'avril à juin 2021.

Ainsi, la croissance économique a connu un rebond significatif avec un taux de 7,4% contre 2,0% en 2020. Cependant, cette croissance s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation de 4,2% contre 2,4% en 2020.

En dépit d'un environnement international défavorable, les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire demeurent bonnes. L'activité économique bénéficierait de la stabilité de l'environnement sociopolitique et sécuritaire, de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, de la mise en œuvre d'importantes réformes structurelles et de politique économique appropriée. Ainsi, les prévisions tablent sur des taux de croissance de 6,8%, 7,3 et 7,1% respectivement en 2022, 2023 et sur la période 2024-2027.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

II. Estimations économiques en 2021 et perspectives en 2022-2027

II.1. Estimations économiques en 2021

L'activité économique en 2021 a évolué dans un environnement socio-économique marqué par la maîtrise de la pandémie de Covid-19 ainsi que le maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire. Aussi, la

poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance ont facilité le rebond de l'économie.

Ainsi, les évolutions sectorielles de l'offre et de la demande se présentent comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire a connu une hausse de 2,3% contre 2,2% en 2020 en relation avec la hausse de l'agriculture d'exportation (+4,9%) et de la pêche (+0,7%) en dépit du repli de l'agriculture vivrière (-0,4%) et de la sylviculture (-23,7%). L'agriculture d'exportation a bénéficié de la bonne tenue des cours, de la normalisation de la commercialisation, d'une bonne pluviosité et de l'entrée en production de nouvelles variétés du cacao à haut rendement . Ainsi, les productions de cacao (+2,6%), de noix de cajou (+14,1%), d'huile de palme (+16,9%), d'ananas (+18,6%), de banane dessert (+5,6%), de caoutchouc (+15,7%) et de coton graine (+14,1%) ont augmenté. Quant à la production de café (-25,6%), elle a reculé sous l'effet du vieillissement du verger et du désintérêt des paysans. De même, la production de sucre s'est contractée de 12,9% du fait de la maladie de la mosaïque de la canne à sucre, des conditions climatiques défavorables et du rationnement de l'électricité qui a perturbé l'irrigation des plantations.

Au niveau de l'agriculture vivrière, la baisse est en lien principalement avec le repli des productions de tubercules et plantains (-1,6%) en dépit de la hausse des productions de céréales (+5,1%). Ce fléchissement de la production vivrière, qui a contribué à la hausse des prix des produits vivriers, sont attribuables principalement à la perturbation des ensemencements intervenue en 2020. Cette perturbation s'explique notamment par (i) des restrictions de déplacement en 2020 qui ont réduit la main d'œuvre provenant des pays voisins et perturbé les calendriers de mise en cultures de certains produits, (ii) des dérèglements climatiques et (iii) du déficit pluviométrique.

En outre, la hausse de la production céréalière est liée principalement à l'augmentation de la production rizicole (+12,0%) liée à l'accroissement des superficies cultivées (15% sur l'irrigué de 23 618 ha à 27 235 ha, 8% sur le pluvial bas-fonds de 302 877 ha à 327 949 ha, et 3% sur le pluvial plateau de 308 806 ha à 318 009 ha).

Le secteur secondaire a progressé de 4,4% en 2021 après une hausse de 1,9% en 2020. Cette évolution est en lien avec l'accélération des BTP (+8,3%), des produits pétroliers (+9,8%), de l'extraction minière (+3,2%) et des autres industries manufacturières (+9,6%) en dépit des baisses des industries agro-alimentaires (-2,5%) et l'énergie (-5,5%).

Les activités du BTP ont connu une hausse liée à l'accélération et au démarrage des chantiers de construction notamment (i) le 4e pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) le pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iv) le barrage de Gribo popoli, (v) l'aménagement et le bitumage de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, (vi) la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, (vii) les travaux de réfection des Tours C, D et E de la cité administrative, (viii) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro, (ix) la construction et la réhabilitation des stades devant accueillir la coupe d'Afrique de Football en 2023 et (x) les travaux d'aménagement de la voie de contournement « Y4 ».

La hausse de l'extraction minière de 3,2% après 6,2% en 2020 a découlé de la progression des productions d'or (+8,7%), de diamant (+2,7%) et de nickel (+30,8%) en lien avec l'ouverture de nouvelles mines et de l'exploitation de nouveaux minerais. Cependant, le ralentissement de sa croissance par rapport à 2020 a résulté de la chute de la production du manganèse (-27,5%) et de l'arrêt de la production de la bauxite. La diminution de la production manganésifère s'explique par la baisse du cours du minerai de manganèse sur le marché vers la fin de l'année 2021. Quant à la production de la bauxite démarrée

en 2020, l'arrêt est provenu des difficultés rencontrées par l'opérateur, du fait, entre autres, des coûts portuaires et du déficit en infrastructure au Port Autonome d'Abidjan.

La progression des produits pétroliers a été soutenue par la vigueur de la consommation intérieure (+20,7%), tandis que les exportations ont progressé modérément (+0,9%). En dépit de cette performance, la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) reste confrontée à l'érosion de ses marges de raffinage due à la montée des prix du pétrole brut.

La baisse de la production d'électricité est imputable au repli de la production de source hydraulique due à la faiblesse des stocks d'eau dans les lacs de retenue des barrages hydroélectriques, en raison de la sécheresse survenue en 2020. La panne intervenue sur les équipements de la centrale thermique d'Azito explique également cette contreperformance.

Le fléchissement des industries agroalimentaires est en relation le rationnement de l'électricité.

Le secteur tertiaire a rebondi de 10,5% en 2021, après la quasi-stagnation de 0,7% en 2020, grâce aux reprises des transports (+15,1%), du commerce (+10,8%) et autres services (+8,0%), ainsi que la poursuite du dynamisme des télécommunications (+11,8%),).

La bonne performance des télécommunications est en relation avec la poursuite des investissements engagés et une plus forte utilisation des services dans un contexte post-Covid-19. En effet, les opérateurs de télécommunications ont poursuivi la vulgarisation du télétravail et des autres activités en ligne en rivalisant d'offres innovantes à destination de consommateurs en vue d'assurer la continuité de leurs tâches.

Les transports et le commerce ont bénéficié de la reprise effective des activités économiques en relation avec la levée de certaines mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19 notamment la fermeture des frontières..

Le secteur non marchand a cru de 5,8% après 7,6% en 2020, en lien d'une part, avec les mesures prises dans le cadre des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire et d'autre part, sous les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions sont ressortis en hausse de 9,1% contre 2,4% en 2020 grâce au rebond de l'activité économique ainsi qu'aux différentes réformes et politique fiscale dans l'administration.

Au niveau de la demande, la croissance a été tirée par la reprise de la consommation finale (+8,6% après -1,8% en 2020) et la consolidation des investissements (+12,5% après +8,4% en 2020).

La hausse de **la consommation finale** est en lien avec la consolidation de la consommation publique (+10,6% après +6,3% en 2020) et la reprise de la consommation des ménages (+8,3% contre -2,8% en 2020) due à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie et à la relance de l'économie, offrant aux ménages plus d'opportunités de dépenses.

Les investissements ont été soutenus par la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures, notamment (i) la réhabilitation du pont Félix Houphouët-Boigny, (ii) la réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Bouaké » de l'autoroute du nord, (iii) la sauvegarde et le développement de la Baie de Cocody et de la lagune Ebrié, (iv) l'aménagement de la bordure de la mer dans la commune de Port-Bouët, (v) la construction de quatre stades en vue de l'organisation de la CAN 2023, (vi) la construction du 4^e pont d'Abidjan, (vii) la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de

transport urbain d'Abidjan, (viii) l'aménagement de la voie de contournement « Y4 » et (ix) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro.

Ainsi, le taux d'investissement global est ressorti à 23,4% du PIB contre 22,4% en 2020. Le taux d'investissement public s'est établi à 6,6% en 2021 comme en 2020.

Au niveau **des échanges extérieurs**, bénéficiant l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19, **les importations de biens et services** se sont affichées en hausse de 12,1% après 11,9% en 2020 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** ont connu une hausse de 10,1% contre une baisse de 3,9% en 2020, en raison notamment de la bonne tenue des produits transformés et des spéculations de l'agriculture d'exportation.

L'inflation a progressé de 4,2% en 2021 après 2,4% en 2020, au-delà du seuil communautaire de maximum 3%, sous l'effet principalement de l'augmentation des prix des produits comestibles (+7,4%). Cette évolution a été principalement impulsée par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées dont la progression des prix est passée de 3,2% au mois de janvier 2021 au pic de 12,3% au mois de décembre.

Cette hausse des prix est expliquée notamment par (i) la baisse de la production vivrière, (ii) l'insécurité dans les pays sahéliens qui occasionne des difficultés d'approvisionnement en bétail et produits maraîchers, (iii) l'accroissement des prix à l'importation du poisson (+11,9%), et (iv) la hausse du cours de l'huile de palme sur le marché international.

II.2 – Prévisions économiques en 2022

Après un taux de croissance de 7,4% en 2021, l'économie ivoirienne devrait se situer à 6,8 % en 2022, en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025, notamment le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Les prévisions de l'année 2022 sont fondées sur les points suivants :

- ✓ la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- ✓ la poursuite de la vaccination contre la pandémie ;
- ✓ la poursuite de la prise en charge de toutes les personnes infectées ;
- ✓ la poursuite de la reprise graduelle de l'activités économique mondiale et intérieure ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et l'accès aux débouchés ;
- ✓ la mitigation des problèmes sécuritaires aux frontières nord du Pays et ;
- ✓ la non intensification de la crise Russie-Ukraine et la mitigation des répercussions sur l'économie nationale.

L'évolutions du PIB réel suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait connaître une décélération (+0,8% contre +2,3% en 2021) en relation avec la stagnation de l'agriculture d'exportation et la hausse de l'agriculture vivrière (+2,4%), de la sylviculture (+0,6%) et de la pêche (+0,5%).

La croissance de l'agriculture vivrière découlerait de la hausse des différentes productions notamment les tubercules et bananes plantains (+4,8%) et les autres produits vivriers (+3,4%) malgré la baisse de la production céréalière (-7,5%) du fait du fléchissement de la production rizicole (-16,6%). L'agriculture vivrière tirerait avantage du soutien du Gouvernement, à travers, notamment, des dons en machines et d'intrants agricoles afin de renforcer les capacités de production et de commercialisation

Quant à l'agriculture d'exportation, sa stagnation résulterait de l'évolution contrastée des spéculations, marquée par une progression des productions de café (+71,3%), de sucre (+17,4%), de caoutchouc (+22,5%) et d'anacarde (+7,2%) et un retrait des productions du cacao (-5,8%), de la banane dessert (-9,6%), de l'ananas (-5,7%), de coton graine (-3,5%) et de l'huile de palme (-5,7%).

La hausse de la production de café intervient après des années de déclin, grâce à l'entrée en production de la nouvelle variété "arabusta", issue d'une combinaison des variétés "arabica" et "robusta".

L'accélération de la production sucrière s'expliquerait par la maîtrise de la maladie de la mosaïque de la canne intervenue en début de campagne et par la poursuite de la mise en œuvre des contrats-plans visant à booster les investissements en faveur de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises productrices.

L'évolution favorable de la production de noix de cajou serait le fait de l'amélioration du rendement en lien avec de bonnes pratiques agricoles.

La baisse de la production de cacao serait surtout en lien avec les fortes précipitations qui ont perturbé la récolte, le séchage ainsi que le stockage des fèves, pendant la saison des pluies qui a démarré au mois de mai 2022. La baisse s'expliquerait également par (i) le repos végétatif dû au cycle de production, (ii) les mesures prises par le Gouvernement pour rationaliser l'exploitation des ressources forestières et préserver le couvert végétal du pays et (iii) l'arrêt de distribution des semences améliorées dans le cadre de la mesure de limitation de la production cacaoyère à 2 millions de tonnes.

Le repli de la production de coton graine serait en lien avec des conditions climatiques défavorables caractérisées par des poches de sécheresse et un prolongement de la saison de pluie.

Enfin, le fléchissement de la production de banane dessert serait le fait principalement du repli des prix sur le marché européen.

Le secteur secondaire progresserait de 12,8% en 2022 après la hausse de 4,4% en 2021. Cette embellie serait portée par la hausse de l'ensemble de ses composantes que sont les BTP (+20,2%), l'énergie (+9,7%), les industries agroalimentaires (+9,6%), les autres industries manufacturières (+8,6%), l'extraction minière (+1,5%) et les produits pétroliers (+9,5%).

Les activités du BTP connaîtraient un dynamisme lié à l'accélération et au démarrage de plusieurs grands projets d'infrastructures prévus, notamment : (i) l'extension de l'autoroute du Nord jusqu'à Bouaké, (ii) la construction de huit nouveaux échangeurs à Abidjan, (iii) la construction de la deuxième phase de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, (iv) l'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan, (v) la construction du 4^e pont d'Abidjan, (vi) la poursuite des travaux de renforcement de la côtière et (vii) la poursuite des travaux d'aménagement et de bitumage de plusieurs routes.

L'accélération de l'énergie résulterait des effets combinés de l'augmentation de la production de l'énergie hydraulique et de l'énergie thermique gaz ainsi que de la baisse de la consommation de HVO. La production de source hydraulique bénéficierait de conditions climatiques redevenues favorables en 2022 après avoir souffert des effets d'une sécheresse un an plus tôt. S'agissant de la production de source thermique, elle profiterait de la mise en service, depuis avril 2022, de la centrale flottante « KARPOWERSHIP » d'une capacité de 200 mégawatts.

La faible croissance de l'extraction minière découlerait notamment de la hausse de la production de pétrole brut (+6,7%), d'or (+2,7%) et de nickel (+4,9%) et de la baisse des productions de manganèse (-16,8%) et de diamant (-39,3%). La production de pétrole brut bénéficierait des retombés des investissements et des opérations de maintenance réalisés durant l'année 2021. L'extraction aurifère profiterait de la hausse de la production des mines d'Agbaou et de Yaouré. Quant à la production de nickel, elle tirerait avantage de l'amélioration des conditions de transport et d'exportation du minerai, grâce notamment à l'utilisation du port de San Pedro en plus du port d'Abidjan. S'agissant de la production

du manganèse, elle pâtirait de l'arrêt de la production d'une des mines depuis septembre 2021 en raison des difficultés d'exportation liées au déficit d'espaces de stockage au quai minéralier du port d'Abidjan, associées à la baisse du cours du minerai. Quant à la production de diamant, elle est devenue très erratique depuis la fin du premier trimestre 2021, avec plusieurs mois sans production suivi de productions ponctuelles importantes. Cette situation s'expliquerait par l'épuisement progressif des sites exploitables par les méthodes artisanales utilisées actuellement. Ainsi, afin de redynamiser la production, la SODEMI met en œuvre un programme d'identification de nouveaux sites d'exploitation.

Le secteur tertiaire ressortirait à 6,7% en 2022 après la hausse de 10,5% en 2021 grâce à la hausse des transports (+7,1%), des télécommunications (+6,6%), du commerce (+7,0%) et des autres services (+6,2%). Cette dynamique serait induite principalement par les performances au niveau du secteur secondaire.

La bonne performance des télécommunications serait en relation avec la poursuite des investissements réalisés afin d'améliorer la couverture du pays, le déploiement de la fibre optique et le recours de plus en plus accru de l'Administration et le secteur privé à digitalisation des services.

Les transports bénéficieraient de l'avancement des campagnes de vaccination et l'accroissement des investissements notamment l'ouverture de nouvelles lignes par la compagnie Air Côte d'Ivoire en ce qui concerne le transport aérien et la construction du terminal roulier, du second terminal à conteneur, d'un terminal céréalier et d'un terminal minéralier en ce qui concerne le transport maritime.

Le commerce continuerait de tirer parti de la reprise effective des activités économiques en relation avec la levée de certaines mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

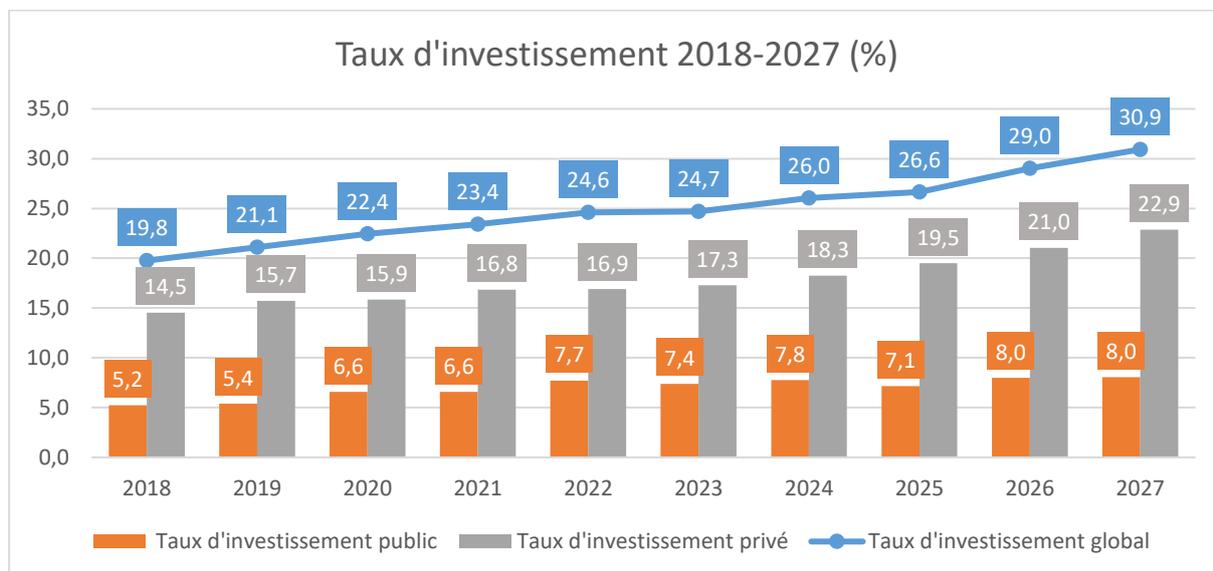
Le secteur non marchand devrait croître de 6,6% après 5,8% en 2021, en raison d'une part, des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et d'autre part, en lien avec les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 3,1% après 9,1% en 2021 grâce aux différentes réformes d'administration et de politique fiscale ainsi qu'au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance serait portée par l'affermissement de la consommation finale (+4,4% après +8,6% en 2021) et la consolidation des investissements (+14,4% après 12,5% en 2021).

En plus de la forte demande d'investissements du secteur privé, **les investissements** publics seraient soutenus par la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures, notamment ceux (i) de réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Bouaké » de l'autoroute du nord, (ii) de sauvegarde et de développement de la Baie de Cocody et de la lagune Ebrié, (iii) de construction de quatre stades en vue de l'organisation de la CAN 2023, (iv) de construction du 4^e pont d'Abidjan, (v) d'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan, et (v) de construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan,

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 24,6% du PIB contre 23,4% en 2021. Le taux d'investissement public atteindrait 7,7% en 2022, après 6,6% en 2021.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services s'afficheraient en hausse de 6,1% après 12,1% en 2021 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** connaîtraient une hausse de 10,7% après une hausse de 10,1% en 2021, en raison de la bonne tenue et des produits transformés.

L'inflation progresserait de 4,5% en 2022, au-delà du seuil communautaire de maximum 3%. Cette progression serait liée d'une part, aux perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par les différentes crises notamment la crise Russie-Ukraine et d'autre part, aux prix élevés de l'énergie qui devraient se maintenir en 2022.

II.3 - Prévisions économiques en 2023

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB en 2023 prennent en compte, le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie, la maîtrise de l'inflation, la bonne tenue des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique. De façon spécifique, il s'agit de :

- ✓ poursuivre les chantiers du Gouvernement ;
- ✓ renforcer le cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ densifier les politiques d'attractivité et d'accroissement des investissements directs étrangers ;
- ✓ développer et rendre disponible les terrains industriels ;
- ✓ renforcer la confiance des opérateurs du secteur privé dans le cadre des discussions Gouvernement-secteur privé et ;
- ✓ affermir la trésorerie de l'Etat.

Ainsi, le taux de croissance ressortirait en 2023, à 7,3% après 6,8% en 2022. L'évolution de l'économie ivoirienne suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre :

Le secteur primaire devrait connaître une hausse de 3,9% contre 0,8% en 2022, grâce à la production vivrière (+3,2%) et à l'agriculture d'exportation (+4,5%) qui bénéficieraient de la poursuite des

investissements dans le secteur agricole (PNIA 2) et de la redynamisation des organisations professionnelles dans les différents secteurs.

Le secteur secondaire progresserait de 10,7% après 12,8% en 2022, en lien avec la hausse du BTP (+13,5%), des industries agroalimentaires (+6,3%), de l'énergie (+16,9%), des produits pétroliers (+7,0%), de l'extraction minière (+11,2%) et des autres industries manufacturières (+7,1%)..

Le secteur tertiaire ressortirait à 7,2% contre 6,7% en 2022, grâce aux télécommunications (+6,5%), aux transports (+7,3%), au commerce (+7,2%) et enfin aux autres services (+7,3%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait croître de 4,7% après 6,6% en 2022 tenant compte des effets combinés de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et de la stratégie de maîtrise de la masse salariale.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 7,7% après 3,1% en 2022, grâce aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande :

La croissance serait tirée par le dynamisme des investissements (+9,0% contre +14,4% en 2022) et l'affermissement de la consommation finale (+5,6% contre +4,4% en 2022).

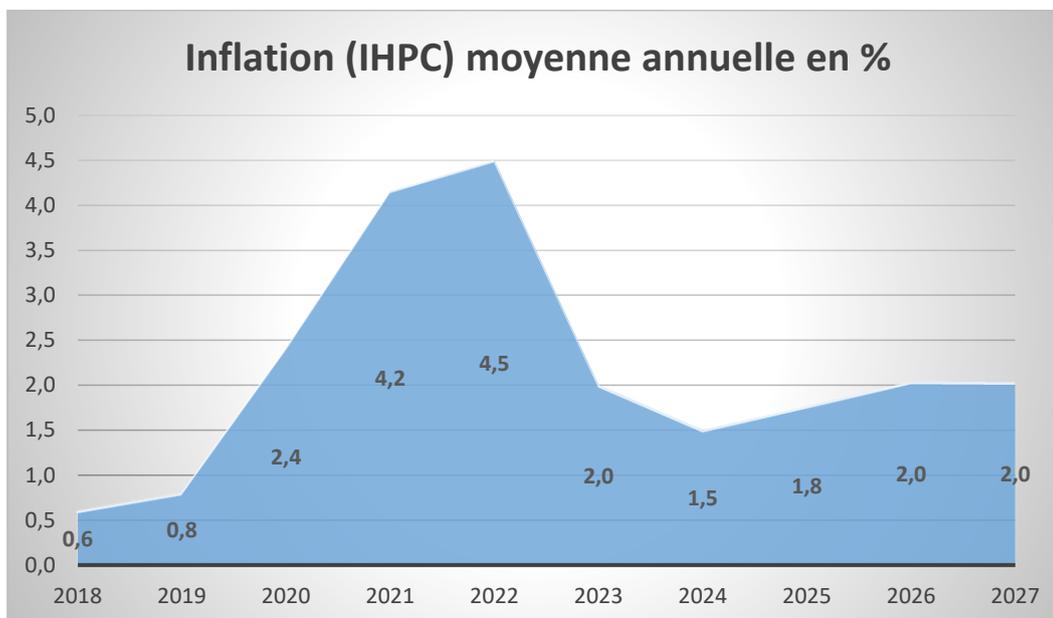
La **consommation finale** bénéficierait de la hausse continue des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements seraient soutenus par le démarrage et la poursuite de plusieurs chantiers, notamment la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, le barrage de Gribo Popoli, les nouvelles centrales thermique d'Azito et de Ciprel, etc.), le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction, la construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro et le renforcement du réseau routier.

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 24,7% du PIB contre 24,6% en 2022. Le taux d'investissement public s'établirait à 7,4% après 7,7% en 2022.

Les importations de biens et services progresseraient de 7,4% contre 6,1% en 2022, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** augmenteraient de 6,6% après 10,7% en 2022, en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 2,0%, en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et surtout au renforcement des actions de lutte contre la cherté de la vie.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

II.4 - Perspectives économiques sur la période 2024-2027

Sur la période 2024-2027, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du PND 2021-2025, à travers le renforcement de la qualité des institutions et la bonne gouvernance, le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, la réalisation de la diversification et de la transformation structurelle de l'économie et l'accélération des réformes structurelles et sectorielles. Il s'agira également d'assurer la maîtrise de l'inflation, la bonne tenue des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique.

Ainsi, le taux de croissance annuel moyen attendu serait d'environ 7,1% sur la période 2024-2027. Cette croissance serait soutenue, **du côté de l'offre**, par l'ensemble de ses secteurs à savoir les secteurs primaire (+2,4%), secondaire (+9,7%) et tertiaire (+7,6%).

Le secteur non marchand et les droits et taxes seraient respectivement en hausse de 3,2% et de 7,6% sur la période 2024-2027, en lien avec le dynamisme de l'activité économique.

Du côté de la demande, la consommation finale (+5,2%), les investissements (+13,1%), les importations (+1,8%) et les exportations (+3,7%) soutiendraient l'activité économique.

L'inflation serait contenue à 1,8% en moyenne, en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à la poursuite de (i) l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, (ii) l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles, (iii) l'approvisionnement des marchés et surtout (iv) du renforcement des actions de lutte contre la cherté de la vie.

Conclusion

Après une année 2020 marquée par la pandémie à coronavirus (covid-19), l'environnement économique national en 2021 a été caractérisé par une reprise dans un climat des affaires favorable. Ainsi, le taux de croissance est ressorti à 7,4% contre une prévision initiale de 6,5%. Cette dynamique a été soutenue du côté de l'offre par l'ensemble des secteurs et du côté de la demande, principalement par la consommation finale et les investissements. A l'instar des autres économies, l'inflation s'est accélérée pour ressortir à 4,2% contre 2,8% initialement prévue après 2,4% en 2020.

En dépit du contexte international difficile, les années 2022 et 2023 connaîtraient de belles performances économiques avec des taux de croissance respectifs de 6,8% et de 7,3% grâce à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025. La croissance économique se consoliderait sur la période 2024-2027 avec un taux de croissance moyen de 7,1%, s'appuyant au niveau de l'offre sur la production agricole, les activités manufacturières, la construction, l'énergie, les services en général et, du côté de la demande, principalement sur les investissements et la consommation finale. Cependant, les prix seraient élevés, même si une décélération s'observerait à partir de 2023.

Toutefois, les facteurs de risques externe et interne pèsent sur ces prévisions de croissance. Il s'agit notamment de :

- ✓ la perturbation de l'économie mondiale liée aux tensions géopolitiques notamment, l'aggravation du conflit russo-ukrainien ainsi que la persistance de la pandémie à Covid-19 en Chine ;
- ✓ la persistance de l'inflation au niveau mondial notamment, avec la hausse continue des prix des produits énergétiques ;
- ✓ la situation sécuritaire préoccupante dans la Sous-Région (Mali – Burkina-Faso – Niger) ;
- ✓ les effets néfastes du changement climatique ; et
- ✓ les retards dans l'exécution des projets d'investissements et des réformes structurelles.

TABLEAU RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS (ANNEE DE BASE CONSTANTE FIXE = 2015)

Version du 23 septembre 2022	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Moy. 2024-2027
	est.	est.	prev.						
1. En valeur (milliards Francs courants)									
PIB total	35 311,4	39 190,4	42 826,3	46 822,0	50 896,2	55 666,0	60 774,0	66 256,1	58398,1
Variation annuelle en %	3,0	11,0	9,3	9,3	8,7	9,4	9,2	9,0	9,1
PIB par habitant prix courant (en milliers de FCFA)	1 236,4	1 333,5	1 416,1	1 504,6	1 589,5	1 689,4	1 792,5	1 899,1	1742,6
Epargne intérieure brute (EIB)	8 198,9	8 556,8	9 524,7	10 945,6	12 571,2	14 465,4	16 665,9	19 038,7	15685,3
en % du PIB	23,2	21,8	22,2	23,4	24,7	26,0	27,4	28,7	26,7
FBCF	7 922,8	9 181,8	10 539,6	11 558,6	13 255,1	14 829,0	17 646,7	20 489,5	16555,1
Taux d'investissement en %	22,4	23,4	24,6	24,7	26,0	26,6	29,0	30,9	28,2
public	6,6	6,6	7,7	7,4	7,8	7,1	8,0	8,0	7,7
privé	15,9	16,8	16,9	17,3	18,3	19,5	21,0	22,9	20,4
ICOR	11,5	3,2	3,6	3,4	3,7	3,7	4,1	4,4	4,0
Solde commercial (FOB-FOB)	741,8	406,5	-865,5	-680,1	-617,6	-321,7	-428,0	-489,3	-464,2
Taux de couverture en %	111,5	105,1	92,2	93,8	94,4	97,2	96,4	96,0	96,0
PIB en francs constants 2015 (milliards FCFA)	36 083,9	38 753,3	41 374,4	44 393,6	47 491,1	50 923,7	54 519,9	58 346,2	52820,2
PIB/hab à prix constant 2015 (milliers de FCFA)	1 263,4	1 318,6	1 368,1	1 426,6	1 483,1	1 545,5	1 608,0	1 672,4	1577,3
Délateur du PIB base 100 = 2015	97,9	101,1	103,5	105,5	107,2	109,3	111,5	113,6	110,4
2. Variations en volume (en %)									
PIB total	2,0	7,4	6,8	7,3	7,0	7,2	7,1	7,0	7,1
- secteur primaire	2,2	2,3	0,8	3,9	1,5	3,7	2,1	2,3	2,4
- secteur secondaire	1,9	4,4	12,8	10,7	10,1	9,8	9,7	9,2	9,7
- secteur tertiaire	0,7	10,5	6,7	7,2	7,6	7,6	7,7	7,7	7,6
-secteur non marchand	7,6	5,8	6,6	4,7	3,5	3,5	2,9	2,8	3,2
- droits et taxes	2,4	9,1	3,1	7,7	7,7	7,5	7,5	7,5	7,6
PIB par habitant	-0,9	4,4	3,8	4,3	4,0	4,2	4,0	4,0	4,1
FBCF	8,4	12,5	14,4	9,0	12,4	9,5	16,7	13,8	13,1
Consommation finale	-1,8	8,6	4,4	5,6	5,3	5,6	5,0	5,0	5,2
Exportations de biens	-1,3	10,7	10,1	6,2	1,7	4,5	2,8	3,3	3,1
Importations de biens	8,8	14,2	7,2	7,0	1,2	1,8	2,8	2,9	2,2
3. Prix implicites (variation annuelle en %)									
Déflateur implicite du PIB	1,0	3,3	2,4	1,9	1,6	2,0	2,0	1,9	1,9
Déflateur conso. des ménages	2,0	4,2	4,5	2,0	1,5	1,8	2,0	2,0	1,8
IHPC (moyenne annuelle %)	2,4	4,2	4,5	2,0	1,5	1,8	2,0	2,0	1,8
Termes de l'échange des biens	7,4	-2,8	-14,6	2,5	0,2	0,3	-0,8	-0,8	-0,3
4. Contributions à la croissance du PIB									
- secteur primaire	0,3	0,4	0,1	0,5	0,2	0,5	0,3	0,3	0,3
- secteur secondaire	0,4	0,9	2,6	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,3
- secteur tertiaire	0,3	4,9	3,2	3,4	3,6	3,6	3,7	3,7	3,7
- secteur non marchand	0,7	0,6	0,6	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
- droits et taxes	0,2	0,7	0,2	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
Total PIB	2,0	7,4	6,8	7,3	7,0	7,2	7,1	7,0	7,1
5. Données en dollar US									
PIB nominal (milliards)	61,4	70,7	69,0	73,1	79,6	87,6	96,1	105,4	92,2
PIB par habitant	2 151,2	2 406,0	2 282,1	2 347,7	2 485,3	2 658,8	2 835,7	3 020,2	2750,0
FBCF(milliards)	13,8	16,6	17,0	18,0	20,7	23,3	27,9	32,6	26,1
Exportations totales (milliards)	13,3	16,2	17,4	17,1	17,5	18,6	19,4	20,3	19,0
dont biens	12,5	15,2	16,4	16,0	16,3	17,3	18,0	18,8	17,6
Importations totales (milliards)	12,7	16,1	19,3	18,7	19,0	19,8	20,7	21,6	20,2
Pour mémoire:									
Nombre d'habitants (millions) (*)	28,6	29,4	30,2	31,1	32,0	32,9	33,9	34,9	33,4
croissance démographique en %	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	574,7	554,2	620,6	640,9	639,5	635,4	632,1	628,8	634,0

Source : MEF / Direction Générale de l'Economie /DPPSE, Institut National de la Statistique (INS).

(*) RGPH décembre 2021, population en fin d'année

HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2021-2027 (Version provisoire)

version du 23 septembre 2022	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Moy. 2024-2027
Productions (en milliers de tonnes)	est.	est.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.
Café	82,4	61,3	105,0	90,0	70,0	83,8	82,1	82,0	79,5
Cacao	2 172,7	2 228,4	2 100,0	2 130,0	2 090,0	2 159,4	2 146,8	2 142,4	2134,6
Bananes	508,2	536,5	485,0	509,3	534,7	561,5	589,5	619,0	576,2
Ananas	65,2	77,3	72,9	76,6	81,9	87,7	89,4	91,2	87,5
coton graine	490,4	559,5	539,6	570,4	612,0	630,4	661,9	668,5	643,2
Huile de palme	514,5	601,3	567,2	595,6	625,4	656,6	689,5	710,1	670,4
Sucre	207,2	180,6	212,0	216,2	220,5	224,9	229,4	234,0	227,2
Caoutchouc	950,7	1 100,4	1 347,9	1 617,5	1 779,3	1 957,2	2 113,8	2 282,9	2033,3
Anacarde	848,7	968,7	1 038,5	1 050,0	1 102,5	1 157,6	1 215,5	1 276,3	1188,0
Pétrole (milliers de barils)	10 642,5	8 771,3	9 362,0	12 779,8	9 716,2	16 927,2	16 289,2	19 477,5	15602,5
<i>Barils/jour</i>	29 157,4	24 030,9	25 649,3	35 013,1	26 619,7	46 376,0	44 628,0	53 363,0	42746,7
Gaz (millions de metre cube)	2 161,2	2 371,9	2 210,7	2 427,5	2 517,5	2 515,5	2 505,1	2 430,9	2492,2
Or (en kilogramme)	38 523,0	41 857,0	43 000,0	45 000,0	47 000,0	49 000,0	50 000,0	52 000,0	49500,0
Manganèse (tonnes)	1 326 000,0	961 267,2	800 000,0	850 000,0	900 000,0	950 000,0	1 000 000,0	1 050 000,0	975000,0
Diamant (carats)	4 012,4	4 121,0	2 500,0	2 400,0	2 300,0	2 200,0	2 100,0	2 000,0	2150,0
Nickel (milliers de tonnes)	1 348,7	1 764,2	1 850,0	1 900,0	1 950,0	2 000,0	2 050,0	2 100,0	2025,0
Bauxite brute (milliers de tonnes)	272,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Production de produits pétroliers (Kt)	3 587,0	4 310,9	4 473,4	4 568,7	4 659,8	4 838,2	4 960,7	5 491,1	4987,5
Production d'électricité (GWH)	11 213,0	11 426,4	12 508,3	14 813,0	15 815,0	16 723,9	17 727,3	19 841,1	17526,8
Croissance en volume (en %)									
Secteur primaire	2,2	2,3	0,8	3,9	1,5	3,7	2,1	2,3	2,4
Agriculture vivrière, élevage	2,0	-0,4	2,4	3,2	1,4	1,2	1,6	2,0	1,6
Agriculture d'exportation	3,0	4,9	0,0	4,5	1,5	5,1	2,4	2,5	2,9
Sylviculture	-10,0	-23,7	0,6	0,4	0,8	0,5	0,0	0,0	0,3
Pêche	-0,2	0,7	0,5	0,7	0,2	0,0	0,0	2,0	0,6
Secteur secondaire	1,9	4,4	12,8	10,7	10,1	9,8	9,7	9,2	9,7
Extraction minière	6,2	3,2	1,5	11,2	-1,5	14,0	10,3	5,5	7,1
Industries agro-alimentaires	-5,2	-2,5	9,6	6,3	7,0	6,2	7,0	7,2	6,9
Produits pétroliers	-25,7	9,8	9,5	7,0	7,3	7,0	7,0	7,0	7,1
Energie (gazeaulec)	5,6	-5,5	9,7	16,9	17,8	8,2	8,0	8,0	10,5
BTP	5,5	8,3	20,2	13,5	13,4	12,5	12,4	11,8	12,5
Autres industries manufacturières (1)	4,6	9,6	8,6	7,1	7,4	7,0	7,2	7,0	7,2
Secteur tertiaire	0,7	10,5	6,7	7,2	7,6	7,6	7,7	7,7	7,6
Transports	-2,0	15,1	7,1	7,3	7,8	7,4	7,8	8,0	7,8
Télécommunication	30,3	11,8	6,6	6,5	7,2	7,2	7,2	7,6	7,3
Commerce	-2,5	10,8	7,0	7,2	7,5	7,5	7,6	7,5	7,5
Autres services (2)	-2,2	8,0	6,2	7,3	7,8	7,8	7,9	7,8	7,8
Droits et taxes	2,4	9,1	3,1	7,7	7,7	7,5	7,5	7,5	7,6
Pib non marchand	7,6	5,8	6,6	4,7	3,5	3,5	2,9	2,8	3,2
Consommation finale	-1,8	8,6	4,4	5,6	5,3	5,6	5,0	5,0	5,2
<i>Consommation des ménages</i>	-2,8	8,3	4,7	6,0	5,6	6,0	5,3	5,4	5,6
<i>Consommation publique</i>	6,3	10,6	2,5	3,3	3,0	3,0	3,0	2,7	2,9
Investissements	8,4	12,5	14,4	9,0	12,4	9,5	16,7	13,8	13,1
<i>Investissements privés</i>	2,5	14,5	9,0	10,9	12,6	14,5	15,5	16,2	14,7
<i>Investissements publics</i>	25,3	7,7	27,9	5,0	12,1	-1,5	19,8	7,6	9,5
Exportations de biens et services	-3,9	10,1	10,7	6,6	3,5	4,7	2,8	3,7	3,7
Importations de biens et services	11,9	12,1	6,1	7,4	0,7	3,4	1,6	1,5	1,8
Produit intérieur brut (PIB)	2,0	7,4	6,8	7,3	7,0	7,2	7,1	7,0	7,1
Déflateur	1,0	3,3	2,4	1,9	1,6	2,0	2,0	1,9	1,9

Source: MEF/DGE/DPPSE